
M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2025

DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT A KANANGA. APPROCHE SOCIOLOGIQUE

par

Bernard BIJANU KABAMUSU*Chef de Travaux, ISDR-Tshibashi***Résumé**

La présente étude analyse, dans une perspective sociohistorique, les défis auxquels fait face l'entrepreneuriat à Kananga, ville marquée par la pauvreté chronique, l'affaiblissement de son tissu productif et une succession de crises (refoulement des Kasaiens du Katanga, expulsions d'Angola, conflit Kamuina Nsapu, etc.). Elle montre que, malgré ce contexte de dégradation socioéconomique, de nombreux acteurs se lancent dans de petites et moyennes entreprises commerciales, artisanales ou de production de biens et services. L'enquête menée auprès de 210 entrepreneurs révèle un profil dominant d'hommes, jeunes (20–39 ans), mariés et de niveau d'études secondaire, dont les revenus demeurent modestes et majoritairement consacrés à la consommation, ce qui limite fortement les capacités de réinvestissement et de croissance des activités.

Sur le plan sociologique, en s'appuyant sur l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg, le travail met en évidence que les blocages de l'entrepreneuriat tiennent à un ensemble de contraintes structurelles : absence d'énergie électrique permanente, faiblesse des infrastructures, difficultés d'accès aux intrants et aux débouchés, insuffisance logistique et financière, faible niveau de technologie, déficit d'organisation, de partenariat et d'encadrement. Pour rendre possible un véritable relèvement communautaire, l'étude insiste sur la nécessité d'une politique publique claire de soutien aux PME : amélioration de l'offre énergétique et des infrastructures, dispositifs de financement adaptés, promotion de l'épargne et de l'accès au crédit, formation technique et professionnelle, bonne gouvernance des structures de gestion, valorisation d'un esprit entrepreneurial local et intégration plus inclusive des femmes dans les dynamiques de développement.

Mots - clés : *defis, entrepreneuriat, PME, relèvement communautaire*

Abstract

This study analyzes, from a sociohistorical perspective, the challenges faced by entrepreneurship in Kananga, a city marked by chronic poverty, the weakening of its productive fabric, and a succession of crises (expulsion of Kasaians from Katanga, expulsions from Angola, Kamuina Nsapu conflict, etc.). It shows that, despite this context of socioeconomic degradation, many actors are launching small and medium-sized commercial, artisanal, or goods and services production enterprises. The survey conducted among 210 entrepreneurs reveals a dominant profile of men, young (20–39 years old), married, and with a secondary education level, whose incomes remain modest and are mostly dedicated to consumption, which severely limits the reinvestment and growth capacities of their activities.

On the sociological level, drawing on Crozier and Friedberg's strategic analysis, the work highlights that the obstacles to entrepreneurship stem from a set of structural constraints: lack of permanent electrical energy, weak infrastructure, difficulties in accessing inputs and markets, logistical and financial inadequacy, low level of technology, and deficits in organization, partnership, and supervision. To make a true community recovery possible, the study emphasizes the need for a clear public policy supporting SMEs: improvement of energy supply and infrastructure, adapted financing mechanisms, promotion of savings and access to credit, technical and professional training, good governance of management structures, enhancement of a local entrepreneurial spirit, and more inclusive integration of women into development dynamics.

Keywords : *challenges, entrepreneurship, SMEs, community recovery*

INTRODUCTION

La question de l'industrialisation de la République démocratique du Congo (RDC) demeure jusqu'à ce jour insoluble. Certes, le secteur minier avait donné le ton avec la création de l'Union Minière du Katanga, laissant espérer un essor de l'artisanat et une diversification des activités au sein des communautés locales. Cependant, cet élan a été étouffé par de multiples problèmes politiques, sécuritaires, les changements de régimes, le contentieux belgo-zaïrois, les recensions ainsi que divers conflits ethniques, interethniques et communautaires.

La situation du pays n'a connu que quelques embellies ponctuelles. Globalement, les années ont été marquées par une dégradation progressive. Déjà en 1985, le ministre de l'Économie nationale et Industrie dressait un bilan peu reluisant des petites et moyennes entreprises (PME) congolaises, affirmant « Après

douze ans d'existence, force est de constater que les PME congolaises éprouvent les plus graves difficultés quant à leur épanouissement et offrent une contribution très limitée au développement économique et social du pays¹. »

Même si les autorités de tutelle masquent ces difficultés, elles sont pourtant manifestes : absence de promotion, faible encadrement, fragilité du tissu socioéconomique, concurrence exacerbée par la mondialisation, élimination des acteurs les plus faibles au profit des plus compétitifs².

Alors même qu'elle fut pressentie pour abriter les institutions nationales et devenir la capitale politique du pays, Luluabourg (Kananga) n'a pas bénéficié de ses atouts géographiques. Située au centre du pays, elle constitue pourtant le point de ralliement le plus rapproché des principales villes du territoire national. Aujourd'hui, la ville sombre dans la pauvreté, et sa population figure parmi les plus vulnérables du pays. Les rapports nationaux et internationaux ne cessent de souligner la nécessité d'un retour à la stabilité pour assurer un développement futur prometteur.

La présente étude vise à identifier les principaux défis auxquels l'entrepreneuriat à Kananga fait face. S'agit-il d'obstacles insurmontables ? Comment expliquer l'écart entre les nombreuses initiatives locales et la stagnation observée, alors que d'autres régions enregistrent un relèvement communautaire notable ?

Pour aborder ces questions, nous présentons successivement : le contexte sociohistorique de la ville de Kananga ; les résultats issus du traitement des données de terrain et l'analyse sociologique.

I. CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE DE LA VILLE DE KANANGA

1.1. Données exploratoires

Kananga, chef-lieu du Kasai Central issu du démembrement de l'ancien Kasai Occidental, jouissait d'une relative stabilité socio-politique et économique avant et peu après l'accession de la RDC à l'indépendance, le 30 juin 1960. Toutefois, à partir de 1965, avec l'avènement de la Deuxième République, la province a été confrontée à de nombreux problèmes. Elle compte cinq communes urbaines : Kananga, Katoka, Lukonga, Ndesha et Nganza.

1.2. Situation socioéconomique

La ville a longtemps dépendu des matières premières importées par l'administration coloniale pour alimenter les petites industries locales (alimentaires, brasseries, détergents, peinture, manufacture, pièces de rechange, mobilier, etc.). Parallèlement, une hausse marquée des prix des biens d'équipement agricoles, des produits phytosanitaires, du carburant et des lubrifiants s'est fait sentir.

Les données (Hôtel de ville de Kananga, Cellule de l'Inspection de l'Agriculture, PME, 2001) montrent une détérioration importante des conditions socioéconomiques entre 2000 et 2001, aggravée par le délabrement des infrastructures routières, l'augmentation des impôts et taxes, la corruption et les détournements de fonds publics.

Kananga demeure dépourvue de grandes industries en raison de l'absence d'une source d'énergie permanente³. La misère touche la majorité des ménages urbains.

Cette situation s'est aggravée avec :

- l'arrivée massive des Kasaiens refoulés du Katanga (1991-1992) ;
- les exactions commises lors de l'avancée de l'AFDL (1997-1998) ;
- le retour de plus de 25 000 Kasaiens expulsés d'Angola (2013-2014), dont 1 500 enfants ;
- la crise du phénomène Kamuina Nsapu (2016-2017), ayant causé plus d'un million de déplacés internes et plus de 30 000 réfugiés.

Ces événements ont entraîné des pertes de biens, la destruction d'unités de production et la paupérisation généralisée.

Face à cette crise, plusieurs questions se posent :

¹ Ministre de l'Économie Nationale et Industrie, « Relance de la Petite Moyenne Entreprises au Zaïre » in Actes de Symposium national, (du 9 au 12 décembre, 1985), p.7.

² KAZADI KIMBU MUSOPWA, *Mobilité congolaise et Sociologie de l'Auto-détermination*, Lubumbashi, CRESA, Collection livre, 2010, p. 60.

³ MBAYA MUDIMBI et S. FRIEDHEIM, *Secteur informel au Congo-Kinshasa, stratégie pour un développement endogène 'zamba epili moto, nyama iboyi kokima*, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 1999, p.13.

- Quels sont les défis qui bloquent le développement du secteur entrepreneurial ?
- Comment mobiliser les capitaux nécessaires pour soutenir les initiatives locales ?
- Comment améliorer les conditions de vie des ménages artisans ?

Pour y répondre, certaines initiatives entrepreneuriales ont émergé dans les secteurs commercial, artisanal et de production de biens et services (soudure, ajustage, poterie, raphia, briques, boulangeries, beignets, vin d'ananas, savon artisanal, etc.). Toutefois, ces actions peinent à se pérenniser.

1.3. Cadre théorique

L'étude se fonde sur l'approche d'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg, mettant en avant le comportement des acteurs et la gestion des structures organisationnelles. La méthodologie s'appuie sur la technique documentaire, l'observation directe et un questionnaire administré aux groupes cibles⁴.

II. RESULTATS DU TRAITEMENT DES DONNEES

L'enquête menée dans les cinq communes urbaines, totalisant 27 quartiers (dont 21 urbains et 6 périphériques) et 23 groupements, a retenu un échantillon de 210 sujets, soit 10 % de l'univers d'enquête⁵.

Les résultats révèlent que :

- Les hommes représentent 69 % des acteurs entrepreneuriaux, contre 31 % de femmes ;
- La tranche d'âge la plus active (20-39 ans) regroupe 69 % des enquêtés ;
- Les personnes mariées dominant (78,8 %), en raison de leurs responsabilités sociales ;
- 65 % des enquêtés ont un niveau d'instruction secondaire.

Les secteurs étudiés incluent :

- les PME commerciales ;
- les PME de production de biens et services ;
- les PME d'art et métiers.

2.1. Secteurs d'intervention

Les PME commerciales dominant (49,4 %), suivies de celles de production de biens et services (26,9 %) et des PME d'art et métiers (23,7 %). Les motivations sont psychosociales, économiques, professionnelles et administratives⁶.

2.2. Revenus dégagés

Les acteurs ayant un revenu mensuel de 100 000 FC ou plus se répartissent comme suit :

- PME commerciales : 82,3 %
- PME de production de biens et services : 37,2 %
- PME d'art et métiers : 42,1 %

2.3. Affectation du revenu

Un total de 68,1 % des revenus est consacré à la consommation, contre 31,9 % à l'investissement. Ce faible taux de réinvestissement compromet la pérennité des activités.

2.4. Défis relevés

Les principaux défis identifiés sont :

- absence d'énergie électrique permanente ;
- difficultés d'approvisionnement en intrants ;
- insuffisance logistique ;

⁴ M. CROZIER et E. FREIBERG, *L'Acteur et le Système*, Paris, Points, 2014, p.24.

⁵ Enquête menée sur le terrain à Kananga en date du 24 juin 2021.

⁶ T. UBOLE, K. et P. YUMBI, *R.D. Congo : Terre des potentialités, d'opportunités, de convoitises et pillages. Des origines à nos jours*, Kinshasa, Editions du CEPAS, 2017, pp.64 -65.

- manque de débouchés ;
- faible collaboration et partenariats ;
- contraintes financières ;
- insuffisances technologiques ;
- organisation et administration défaillantes ;
- manque d'encadrement et de renforcement de capacités.

III. ANALYSE SOCIOLOGIQUE

L'acteur engagé dans le changement social se distingue non par une assimilation passive des connaissances existantes, mais par sa capacité à initier de nouvelles pratiques contribuant à l'édification scientifique et sociale⁷.

Le développement du secteur entrepreneurial nécessite :

- une source d'énergie permanente ;
- des infrastructures adaptées ;
- des moyens financiers pour soutenir les investissements ;
- la promotion de l'épargne volontaire ;
- la facilitation de l'accès aux crédits ;
- un encadrement orienté vers la formation technique et professionnelle.

Il importe également de :

- renouveler l'outil de production ;
- promouvoir un esprit entrepreneurial renforcé ;
- implanter des PME de proximité ;
- sensibiliser, animer et mobiliser les acteurs locaux ;
- assurer la bonne gouvernance des structures de gestion ;
- encourager l'usage de technologies adaptées (panneaux solaires, groupes électrogènes) ;
- garantir un climat des affaires stable ;
- instaurer un cadre de concertation et d'échange d'expériences intégrant les femmes de manière inclusive.

CONCLUSION

Cette étude consacrée aux défis de l'entrepreneuriat à Kananga, dans une approche sociologique, a montré que le relèvement communautaire d'une ville frappée par la pauvreté chronique, les crises politiques et l'affaiblissement de son tissu productif reste néanmoins porté par une réelle dynamique d'initiatives locales. Les acteurs rencontrés, majoritairement jeunes, mariés, de niveau secondaire et engagés dans des PME commerciales, de production ou d'art et métiers, mobilisent des stratégies de survie et de promotion sociale qui témoignent d'un esprit entrepreneurial bien réel. Toutefois, la structure des revenus, largement absorbés par la consommation au détriment de l'investissement, conjuguée à la fragilité des activités, limite fortement la capacité de ces initiatives à se transformer en moteurs durables de croissance et de développement local.

L'analyse sociologique, inspirée notamment de l'« acteur et du système », met en évidence que ces limites ne relèvent pas seulement des individus, mais d'un ensemble de contraintes structurelles : absence d'énergie électrique permanente, faiblesse des infrastructures, difficultés d'accès aux intrants et aux débouchés, rareté et inadéquation des financements, déficits organisationnels et managériaux, faible encadrement technique et professionnel. Dans ce contexte, l'entrepreneur local apparaît comme un acteur pris dans un système de contraintes qui réduit ses marges de manœuvre, tout en le poussant à développer des ajustements et des stratégies d'adaptation souvent centrées sur la survie à court terme plutôt que sur l'accumulation et la projection dans le long terme.

⁷ Enquête menée sur le terrain à Kananga en date du 02 juillet 2021

Pour que l'entrepreneuriat à Kananga devienne un véritable levier de relèvement communautaire, la recherche souligne la nécessité d'une politique publique cohérente de soutien aux PME. Au-delà des recommandations techniques, l'enjeu est également de favoriser un changement de système : instaurer des cadres de concertation entre acteurs publics, privés et communautaires, consolider la confiance et la gouvernance locale, et reconnaître le rôle central des entrepreneurs comme acteurs du changement social. C'est à ce prix que les initiatives dispersées pourront s'articuler en une dynamique collective de développement durable pour la ville de Kananga.

BIBLIOGRAPHIE

- BIJANU, K. B. (2018). *Entrepreneuriat et promotion de l'artisanat familial à Kananga*. Mauritius : Éditions Universitaires Européennes.
- BIJANU, K. B. (2020). *Analyse sociologique de la dynamique des petites et moyennes entreprises (PME) à Kananga*. Mémoire de D.E.S., Université de Kinshasa.
- CHABAUD, D. & SAMMUT, S. (2014). « Entrepreneuriat et entreprises familiales, de la proximité à un champ de recherche spécifique », *Revue de l'entrepreneuriat*, vol. 13/3. Bruxelles : De Boeck Supérieur.
- CHABAUD, D. (2013). « Les entreprises familiales au cœur de l'entrepreneuriat ? » In *Le grand livre de l'entrepreneuriat*. Paris : Dunod.
- CROZIER, M. & FRIEDBERG, E. (2014). *L'Acteur et le Système*. Paris : Éditions du Seuil.
- FREMEAUX, P. (s.d.). *La création du mouvement des entrepreneurs sociaux*. Disponible sur : <http://www.iies.fr/> (archives).
- KOSTRZEWA, C. et al. (2008). *Dynamique communautaire et développement durable : Les expériences des associations canadiennes du sud du Golfe du Saint-Laurent*. Paris : L'Harmattan.
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi (2007). *Le développement économique local en faveur des PME*. Paris : DGCIS.
- Ministère du Plan et Révolution de la Modernité (2015). *Annuaire statistique 2014*. Kinshasa : INS.
- Ministère du Plan (2007). *DSRP – Version finale 2007 : Pauvreté, insécurité et exclusion dans la province du Kasai Occidental*. Kinshasa : CPLD.
- NGALAMULUME TSHIEBWE, G. (2021). *Reconstruire après la crise : Regard sur le conflit « Kamuina Nsapu » et la dynamique de relèvement du Kasai-Central post-conflit*. Louvain-la-Neuve : Academia-L'Harmattan.
- OCDE (2000). *Encourager les PME à innover dans une économie mondiale*. Bologne.
- SCHULZ, M. (2009). *Les porteurs du développement durable en RD Congo : Évolution récente de la vie politique, économique, religieuse et culturelle et de la société civile*. Kinshasa : CEPAS.
- SHOMBA KINYAMBA, S. (2024). *La tropicalisation de la ville et de l'université de Kinshasa : Le décryptage des réponses populaires*. Collection Études africaines, série Sociologie. Paris : L'Harmattan.
- SHOMBA KINYAMBA, S. (2014). *Mutation du secteur informel en économie sociale en RD Congo : Nécessité et conditions de faisabilité*. Kinshasa : M.E.S.
- TSHILEMBI BEYA BOWA, E. (2019). *De la production artisanale à la production industrielle : Analyse prospective stratégique pour l'émergence de la ville de Kananga*. Thèse de doctorat, Université de Lubumbashi.